

2° wordt rubriek 74.30.03 vervangen als volgt :

Nummer — Installatie of activiteit	Klasse	EIE	Te raadplegen organen	Deelfactoren		
				ZH	ZHR	ZI
ZI74.30.03. Boring en uitrusting van putten voor geologische verkenning, van prospectieputten, piëzometers of putten voor waterkwaliteitscontrole.	3					

**Art. 2.** De vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de rubrieken van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

**Art. 3.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 september 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2976

[2012/205434]

#### 20 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, les articles 16, 24 et 25;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2012;

Vu l'avis n° 51.901/2/V du Conseil d'Etat, donné le 28 août 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre qui a le Logement dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime à la réhabilitation de logements améliorables, le 8°, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011, est remplacé par ce qui suit :

« 8° Entrepreneur : personne qui fournit et facture au demandeur les travaux et prestations éligibles en vertu du présent arrêté. »

**Art. 2.** Dans les articles 2, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 2, § 2, alinéa 3, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 4, § 2, 3°, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 4, § 2, 6°, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 6, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 6, § 3, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 6, § 4, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 7, § 1<sup>er</sup>, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, 7, § 8, alinéa 1<sup>er</sup>, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010 et 7, § 8, alinéa 2, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, du même arrêté, le mot « vitrées » est chaque fois abrogé.

**Art. 3.** Dans l'article 2 du même arrêté, le § 4, complété par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Pour quelques travaux que ce soit effectués au même logement, une personne ayant bénéficié ou dont le conjoint cohabitant, la personne avec laquelle elle vit maritalement ou un co-proprétaire a bénéficié d'une prime à la restructuration instaurée par la Région wallonne et dont la notification définitive d'octroi est postérieure au 1<sup>er</sup> décembre 1996, ne peut pas introduire une demande de prime en application du présent arrêté. Cette disposition ne s'applique pas pour les travaux de remplacement de menuiseries extérieures. »

**Art. 4.** Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 2° les mots « souscrire les engagements visés aux points 5° et 6° » sont remplacés par les mots « remplir l'exigence visée au point 5° »;

2° le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° remplir ou s'engager à remplir au plus tard dans les 6 mois prenant cours à la date de la réception de la déclaration d'achèvement des travaux, une des conditions suivantes :

a) occuper la totalité du logement à titre de résidence principale et ne pas affecter à un usage professionnel des pièces initialement utilisées à des fins résidentielles;

b) donner la totalité du logement en location à titre de résidence principale ou avec comme vocation de loger un ou plusieurs étudiants et si celui-ci est loué à la date de début des travaux, produire au plus tard lors de la déclaration d'achèvement des travaux, un avenant au bail à loyer descendant que le loyer ne subit aucune variation liée aux travaux faisant l'objet de la prime, pendant la durée du bail;

c) mettre gratuitement et à titre de résidence principale, la totalité du logement à la disposition d'un parent ou allié jusqu'au deuxième degré inclusivement.

Quand la demande ne porte que sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures, le délai de 6 mois visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend cours à la date de la réception de la demande complète. »;

3° le 6° est abrogé.

**Art. 5.** Dans l'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 février 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 2, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° une déclaration sur l'honneur attestant que l'exigence visée à l'article 3 est remplie; »;

2° au § 2, le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° une déclaration sur l'honneur attestant que la date de l'accusé de réception de la première demande de permis d'urbanisme du logement objet de la demande est antérieure au 1<sup>er</sup> décembre 1996; »;

3° au § 2, le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° lorsque la demande porte uniquement sur des travaux de menuiseries extérieures, le formulaire de demande et son annexe technique dûment complétés, un devis détaillé des travaux, l'original ou la copie de la facture de l'entrepreneur. »;

4° le § 2bis est remplacé par ce qui suit :

« § 2bis. Quand la demande de prime porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures et pour autant que le demandeur ne revendique pas une prime dont le montant, fixé à l'article 7, § 8, est supérieur à 45 €/m<sup>2</sup>, elle ne comporte pas le document visé au § 2, 2°. Quel que soit le montant de la prime revendiqué, la demande de prime est introduite dans les 120 jours de la date de la facture finale des travaux de pose de menuiseries extérieures sans préjudice de l'alinéa 2.

Lorsque la demande est introduite plus de 35 jours après la date de la facture et qu'elle est incomplète ou nécessite des pièces justificatives jugées indispensables à la compréhension ou à la vérification des éléments contenus dans le dossier, le demandeur dispose, pour notifier l'ensemble des informations requises, d'un délai de septante jours prenant cours le lendemain de la date de l'envoi de l'avis de réception visé au § 1<sup>er</sup>.

Le défaut de notification de l'ensemble des informations demandées dans les délais prescrits à l'alinéa 1<sup>er</sup> et à l'alinéa 2 entraîne le rejet du dossier. »;

5° le § 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. La date de la demande est celle du cachet de la poste apposé sur l'envoi contenant l'ensemble des documents requis ou, le cas échéant, les éléments réclamés visés au § 2bis, alinéa 2, rendant la demande complète. »

**Art. 6.** Dans l'article 5 du même arrêté, le § 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Le logement objet de la demande doit être affecté et destiné en ordre principal à l'habitation, tant au niveau de sa superficie qu'en matière fiscale, ou avoir comme vocation principale de loger un ou plusieurs étudiants.

La date de l'accusé de réception de la première demande de permis d'urbanisme du logement objet de la demande doit être antérieure au 1<sup>er</sup> décembre 1996. »

**Art. 7.** Dans l'article 7 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 4 février 2010 et du 9 septembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « ou le plein usufruit » sont insérés entre les mots « pleine propriété » et les mots « du logement »;

2° au § 2, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° soit dans une zone délimitée par le Gouvernement en vertu de l'article 79, § 1<sup>er</sup>, 3°, b, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable »;

3° le § 6 est abrogé;

4° au § 8, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « enregistré du secteur de la construction » sont abrogés;

5° au § 8, alinéa 2, le mot « remplacées » est remplacé par le mot « placées ».

**Art. 8.** Dans l'article 8 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « dans un délai maximum de quatre ans à dater de la notification de recevabilité visée à l'article 4, § 5 » sont insérés entre les mots « transmet à l'administration » et les mots « une déclaration de l'estimateur »;

2° au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « les attestations visées à l'article 1<sup>er</sup>, 8°, ainsi que » sont abrogés;

3° le § 2bis est remplacé par ce qui suit :

« § 2bis. Par dérogation aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, quand la demande de prime porte uniquement sur des travaux de remplacement de menuiseries extérieures, l'Administration peut demander la réalisation d'une enquête par un estimateur public destinée à confirmer la conformité des travaux réalisés aux exigences de la réglementation.

La date proposée par l'Administration pour cette visite se situe dans les quatre mois de la réception du dossier complet.

Lorsqu'une visite est effectuée, dans les trois mois de la réception du rapport d'enquête ou dans le cas où la date proposée pour la visite n'a pu être située dans les quatre mois de la réception du dossier complet, l'Administration notifie au demandeur sa décision définitive d'octroi détaillant le calcul du montant de la prime qui lui sera versée, ou l'informe des motifs pour lesquels cette notification ne peut lui être délivrée.

Lorsqu'une visite n'est pas effectuée, dans les quatre mois de la réception du dossier complet, l'Administration notifie au demandeur sa décision définitive d'octroi détaillant le calcul du montant de la prime qui lui sera versée, ou l'informe des motifs pour lesquels cette notification ne peut lui être délivrée. »

**Art. 9.** L'article 11, 3°, du même arrêté est abrogé.

**Art. 10.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2013 à l'exception des articles 1<sup>er</sup> et 8, 2°, qui produisent leurs effets le 1<sup>er</sup> juillet 2012.

**Art. 11.** Le Ministre qui a le Logement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 septembre 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 2976

[2012/205434]

**20. SEPTEMBER 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 16, 24 und 25;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen;

Aufgrund des am 27. Juni 2012 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Juli 2012 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 28. August 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 51.901/2/V des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Januar 1999 zur Einführung einer Prämie für die Sanierung verbesserungsfähiger Wohnungen, wird Punkt 8°, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011, durch die folgende Bestimmung ersetzt:

„8° Unternehmer : Person, die für den Antragsteller die aufgrund des vorliegenden Erlasses zulässigen Arbeiten leistet und Dienstleistungen erbringt und in Rechnung stellt.“

**Artikel 2** - In den Artikeln 2, § 2, Absatz 1, 2°, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010, 2, § 2, Absatz 3, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010, 4, § 2, 3°, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010, 4, § 2, 6°, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010, 6, § 1, Absatz 1, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010, 6, § 2, Absatz 1, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010, 6, § 3, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010, 6, § 4, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010, 7, § 8, Absatz, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010 und 7, § 8, Absatz 2, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010, wird das Wort „verglast“ jedesmal aufgehoben.

**Art. 3** - In Artikel 2 desselben Erlasses wird § 4, ergänzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010, durch das Folgende ersetzt:

„§ 4. Für Arbeiten, die an derselben Wohnung ausgeführt werden, ungeachtet der Art dieser Arbeiten, darf eine Person bzw. ihr mitlebender Ehepartner, die mit ihr in eheähnlicher Gemeinschaft lebende Person oder ein Miteigentümer, die bzw. der eine von der Wallonischen Region eingeführte Umgestaltungsprämie schon erhalten hat, deren endgültige Gewährungsnotifizierung nach dem 1. Dezember 1996 liegt, keinen Prämienantrag in Anwendung des vorliegenden Erlasses einreichen. Diese Bestimmung findet keine Anwendung auf die Arbeiten für den Ersatz von Außenholzwerk.“

**Art. 4** - In Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Punkt 2° wird der Wortlaut „die unter 5° und 6° erwähnten Verpflichtungen eingehen“ durch den Wortlaut „die unter 5° erwähnte Anforderung erfüllen“ ersetzt.

2° Punkt 5° wird durch das Folgende ersetzt:

„5° spätestens innerhalb 6 Monaten ab dem Tag des Empfangs der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten, eine der nachstehenden Verpflichtungen eingehen oder sich verpflichten, sie einzugehen:

a) die ganze Wohnung als Hauptwohnsitz benutzen und Räumen, die ursprünglich zu Wohnzwecken dienen, keine berufliche Zweckbestimmung geben;

b) die ganze Wohnung als Hauptwohnsitz oder zur Unterbringung von einem oder mehreren Studenten vermieten, und wenn diese am Tag der Inangriffnahme der Arbeiten vermietet ist, spätestens bei der Erklärung zur Fertigstellung der Arbeiten einen Nachtrag zum Mietvertrag beibringen, in dem bestimmt wird, dass der Betrag der Miete während der Mietdauer wegen der mit der Prämie verbundenen Sanierungsarbeiten keineswegs geändert wird;

c) einem Verwandten oder Verschwägerten bis zum 2. Grad einschließlich die ganze Wohnung als Hauptwohnsitz kostenlos zur Verfügung stellen.

Wenn sich der Antrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von Außenholzwerk bezieht, läuft die in Absatz 1 erwähnte Frist von sechs Monaten ab dem Tag des Eingangs des vollständigen Antrags.“;

3° Punkt 6° wird aufgehoben.

**Art. 5** - In Artikel 4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Februar 2010 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in § 2 wird Punkt 4° durch das Folgende ersetzt:

„4° eine ehrenwörtliche Erklärung zur Bescheinigung, dass die in Artikel 3 erwähnte Anforderung erfüllt wird;“;

2° in § 2 wird Punkt 5° durch das Folgende ersetzt:

„5° eine ehrenwörtliche Erklärung zur Bescheinigung, dass das Datum der Empfangsbestätigung des ersten Antrags auf eine Städtebaugenehmigung für die Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, vor dem 5. Dezember 1996 liegt.“;

3° in § 2 wird Punkt 8° durch das Folgende ersetzt:

"8° Wenn der Antrag ausschließlich Arbeiten an Außenholzwerk betrifft, das Antragsformular und dessen ordnungsgemäß ausgefüllte technische Anlage, ein ausführlicher Kostenvoranschlag der Arbeiten und das Original oder eine Abschrift der Rechnung des Unternehmers.;"

4° § 2*bis* wird durch das Folgende ersetzt:

"§ 2*bis*. Wenn sich der Prämienantrag nur auf Arbeiten für den Ersatz von Außenholzwerk bezieht und insofern der Antragsteller keine Prämie beansprucht, deren in Artikel 7, § 8 festgelegter Betrag 45 €/m<sup>2</sup> übersteigt, braucht er die in § 2, 2° erwähnte Unterlage nicht zu enthalten. Unabhängig des Betrags der beanspruchten Prämie muss der Prämienantrag innerhalb von 120 Tagen ab dem Datum der Schlussrechnung der Arbeiten zur Anbringung des Außenholzwerks unbeschadet von Absatz 2 eingereicht werden."

Wenn der Antrag mehr als 35 Tage nach dem Rechnungsdatum eingereicht wird, und dass er unvollständig ist oder Belege, die für das Verständnis oder die Prüfung der in der Akte enthaltenen Elemente notwendig sind, erfordert, verfügt der Antragsteller über eine Frist von siebenzig Tagen, die am Tag nach der Einsendung der in § 1 erwähnten Empfangsbestätigung, läuft, um die Gesamtheit der erforderlichen Informationen einzusenden.

Falls alle Informationen, um deren Zusendung gebeten wurde, nicht innerhalb der in Absatz 1 und in Absatz 2 vorgeschriebenen Fristen zugestellt worden sind, bewirkt dies die Ablehnung der Akte.;"

5° § 4 wird durch das Folgende ersetzt:

"§ 4. Als Datum des Antrags gilt das Datum, an dem der Poststempel auf die Sendung mit den sämtlichen erforderlichen Unterlagen, oder ggf. mit den in § 2*bis*, Absatz 2 erwähnten Unterlage(n) zur Vervollständigung des Antrags aufgedrückt worden ist."

**Art. 6** - In Artikel 5 desselben Erlasses wird § 1 durch das Folgende ersetzt:

"§ 1. Die Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, muss hauptsächlich zu Wohnzwecken bestimmt werden, sowohl was seine Fläche als auch seine Besteuerung betrifft, oder die Unterbringung von einem oder mehreren Studenten als Hauptzweck haben."

Das Datum der Empfangsbestätigung des ersten Antrags auf eine Städtebaugenehmigung für die Wohnung, die Gegenstand des Antrags ist, muss vor dem 1. Dezember 1996 liegen."

**Art. 7** - In Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 4 Februar 2010 und vom 9. September 2010 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

2° In § 1, 2° werden die Wörter "oder den Vollnießbrauch" zwischen die Wörter "das Volleigentum" und "an der Wohnung" eingefügt.

2° in § 2 wird Punkt 1° durch das Folgende ersetzt:

"1° entweder in einem durch die Regierung aufgrund von Artikel 79, § 1, 3°, b, des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse abgegrenzten Gebiet;

3° § 6 wird aufgehoben;

4° in § 8, Absatz 1 wird der Wortlaut "registrierten Unternehmer des Bausektors" durch den Wortlaut "Unternehmer" ersetzt;

5° in § 8, Absatz 2 wird der Wortlaut "ersetzt" durch den Wortlaut "angebracht" ersetzt.

**Art. 8** - In Artikel 8 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° In § 1, Absatz 1 werden die Wörter "innerhalb einer Frist von höchstens 4 Jahren ab der in Artikel 4, § 5 erwähnten Notifizierung der Zulässigkeit" zwischen die Wörter "der Verwaltung" und "eine Erklärung" eingefügt.

2° in § 1, Absatz 2 werden die Wörter "die in Artikel 1, 8° erwähnten Bescheinigungen sowie" aufgehoben;

3° § 2*bis* wird durch das Folgende ersetzt:

"§ 2*bis*. Wenn der Prämienantrag ausschließlich Arbeiten zur Ersetzung des Außenholzwerks betrifft, kann die Verwaltung beantragen, dass eine Untersuchung von einem öffentlichen Taxator durchgeführt wird, um die Übereinstimmung der ausgeführten Arbeiten mit den Anforderungen der Gesetzgebung zu bestätigen."

Das von der Verwaltung vorgeschlagene Datum für diese Besichtigung liegt innerhalb der vier Monate ab Empfang der vollständigen Akte.

Wenn eine Besichtigung innerhalb von drei Monaten nach Empfang des Untersuchungsberichts stattfindet, oder falls das für die Besichtigung vorgeschlagene Datum nicht innerhalb der vier Monate nach Empfang der vollständigen Akte festgelegt werden konnte, stellt die Verwaltung dem Antragsteller den endgültigen Beschluss zur Gewährung der Prämie zu, wobei die Berechnung des Betrags der ihm zu zahlenden Prämie genau erläutert wird, oder sie teilt ihm die Gründe mit, aus denen diese Notifizierung ihm nicht ausgestellt werden kann.

Wenn keine Besichtigung innerhalb von vier Monaten nach Empfang der vollständigen Akte stattgefunden hat, stellt die Verwaltung dem Antragsteller ihren endgültigen Gewährungsbeschluss zu, wobei die Berechnung des ihm auszahlenden Prämienbetrags genau erläutert wird, oder sie teilt ihm die Gründe mit, aus denen diese Notifizierung ihm nicht ausgestellt werden kann."

**Art. 9** - Artikel 11, 3°, desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 10** - Mit Ausnahme der Artikel 1 und 8, 2°, die am 1. Juli 2012 wirksam werden, tritt der vorliegende Erlass am 1. Januar 2013 in Kraft.

**Art. 11.** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wohnungswesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. September 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst  
J.-M. NOLLET

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2976

[2012/205434]

**20 SEPTEMBER 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen**

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, inzonderheid op de artikelen 16, 24 en 25;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 juni 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2012;

Gelet op het advies nr. 51.901/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 augustus 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot invoering van een premie voor de renovatie van verbeterbare woningen, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 december 2011, wordt punt 8°, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, vervangen als volgt :

« 8° aannemer : persoon die de aanvrager de krachtens dit besluit in aanmerking komende werken en diensten levert en factureert. »

**Art. 2.** In hetzelfde besluit wordt het woord « glazen » telkens geschrapt in de artikelen 2, § 2, eerste lid, 2°, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, 2, § 2, derde lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, 4, § 2, 3°, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, 4, § 2, 6°, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, 6, § 1, eerste lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, 6, § 2, eerste lid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, 6, § 3, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, 6, § 4, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, 7, § 1, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, 7, § 8, eerste lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010 en 7, § 8, tweede lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010.

**Art. 3.** In artikel 2 van hetzelfde besluit wordt § 4, aangevuld bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, vervangen als volgt :

« § 4. Voor om het even welke werken die in dezelfde woning worden uitgevoerd, kan een persoon of zijn samenwonende echtgenote, of de persoon met wie hij ongehuwd samenwoont of een mede-eigenaar die in aanmerking is gekomen voor een door het Waalse Gewest ingevoerde bouw- of herstructureringspremie en aan wie na 1 december 1996 definitief kennis gegeven werd van de toekenning, geen premieaanvraag krachtens dit besluit indienen. Deze bepaling is niet van toepassing op de werken ter vervanging van buitenschrijnwerken. »

**Art. 4.** In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° onder punt 2° worden de woorden « waarbij de onder de punten 5° en 6° bedoelde verbintenissen kunnen worden aangegaan » vervangen door de woorden « waarbij de onder punt 5° bedoelde vereiste vervuld kan worden »;

2° punt 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° uiterlijk binnen 6 maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van de verklaring van de voltooiing van de werken, één van de volgende voorwaarden vervullen of zich daartoe verbinden :

a) de gehele woning als hoofdverblijfplaats bewonen en aanvankelijk voor bewoning bestemde vertrekken niet voor het uitoefenen van een beroep gebruiken;

b) de gehele woning verhuren als hoofdverblijfplaats of om studenten te huisvesten en, indien ze op de datum van begin van de werken verhuurd wordt, uiterlijk op de datum waarop de werken voltooid worden verklaard, een aanhangsel bij de huurovereenkomst overleggen waarbij wordt bepaald dat de huurprijs tijdens de huurduur niet gewijzigd wordt op grond van de werken waarvoor de premie wordt aangevraagd;

c) de gehele woning kosteloos en als hoofdverblijfplaats ter beschikking stellen van een bloed- of aanverwante tot en met de tweede graad.

Wanneer de aanvraag slechts werken ter vervanging van buitenschrijnwerken betreft, begint de in het eerste lid bedoeld termijn van 6 maanden te lopen op de datum van ontvangst van de volledige aanvraag. »;

3° punt 6° wordt opgeheven.

**Art. 5.** In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 februari 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 2 wordt punt 4° vervangen als volgt :

« 4° een verklaring op erewoord waarbij bevestigd wordt dat de in artikel 3 bedoelde vereiste vervuld is; »;

2° in § 2 wordt punt 5° vervangen als volgt :

« 5° een verklaring op erewoord waarbij bevestigd wordt dat de datum van ontvangst van de eerste aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning voor de woning die het voorwerp van de aanvraag is aan 1 december 1996 voorafgaat; »;

3° in § 2 wordt punt 8° vervangen als volgt :

« 8° wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van buitenschrijnwerken betreft, het aanvraagformulier en de desbetreffende technische bijlage, behoorlijk ingevuld, een uitvoerig bestek van de werken, het originele of een afschrift van de factuur van de aannemer. »;

4° § 2bis wordt vervangen als volgt :

« § 2bis. Wanneer de aanvraag enkel werken ter vervanging van buitenschrijnwerken betreft en voor zover de aanvrager niet aanspraak maakt op een premie waarvan het in artikel 7 bedoelde bedrag 45 €/m<sup>2</sup> overschrijdt, gaat ze niet vergezeld van het document bedoeld in § 2, 2°. Ongeacht het bedrag van de aangevraagde premie, moet de aanvraag ingediend worden binnen 120 dagen, te rekenen van de datum van de eindfactuur van de buitenschrijnwerken, onverminderd het tweede lid.

Als de aanvraag meer dan 35 dagen na de factuurdatum ingediend wordt en onvolledig is of bewijsstukken geëit worden die noodzakelijk geacht worden voor het begrip of de verificatie van de elementen van het dossier, beschikt de aanvrager over een termijn van zeventig dagen, die ingaat op de dag na die waarop het in § 1 bedoelde bericht van ontvangst verzonden wordt, om het geheel van de vereiste gegevens mede te delen.

Als het geheel van de vereiste gegevens niet medegedeeld wordt binnen de termijnen voorgeschreven in het eerste en het tweede lid, wordt het dossier verworpen. »;

5° § 4 wordt vervangen als volgt :

« § 4. Als datum van de aanvraag geldt die van de poststempel die voorkomt op de verzending die alle vereiste documenten bevat of, in voorkomend geval, de in § 2bis, tweede lid, opgeëiste gegevens die de aanvraag aanvullen. »

**Art. 6.** In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt § 1 vervangen als volgt :

« § 1. De woning waarvoor een aanvraag is ingediend moet, zowel inzake de oppervlakte als op fiscaal vlak, hoofdzakelijk voor bewoning bestemd zijn of voornamelijk dienen voor de huisvesting van één of meer studenten.

De datum van het bericht van ontvangst van de eerste aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning voor de woning die het voorwerp van de aanvraag is moet aan 1 december 1996 voorafgaan. »

**Art. 7.** In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 4 februari 2010 en 9 september 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, 2°, worden de woorden « of het volle vruchtgebruik » ingevoegd tussen de woorden « volle eigendom » en « bezitten »;

2° in § 2 wordt punt 1° vervangen als volgt :

« 1° ofwel in een gebied afgebakend door de Regering krachtens artikel 79, § 1, 3°, b, van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen »;

3° § 6 wordt opgeheven;

4° in § 8, eerste lid, worden de woorden « geregistreerde » en « van de bouwsector » geschrapt;

5° in § 8, tweede lid, wordt het woord « vervangen » door het woord « geplaatste » vervangen.

**Art. 8.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden « binnen een maximumtermijn van vier jaar, te rekenen van de kennisgeving van ontvankelijkheid bedoeld in artikel 4, § 5 », tussen de woorden « de aanvrager » en « het bestuur » ingevoegd;

2° in § 1, tweede lid, worden de woorden « De in artikel 1, 8° bedoelde attesten en » geschrapt;

3° § 2bis wordt vervangen als volgt :

« § 2bis. Wanneer de aanvraag van de premie enkel werken ter vervanging van buitentimmerwerk betreft, kan het bestuur, in afwijking van de §§ 1 en 2, vragen dat door een openbare schatter een onderzoek gevoerd worden om te bevestigen dat de werken zijn uitgevoerd overeenkomstig de voorschriften van de regelgeving.

De door de administratie voorgestelde bezoekdatum valt binnen 4 maanden na ontvangst van het volledige dossier.

In geval van bezoek, binnen drie maanden na ontvangst van het onderzoeksverslag of, als de bezoekdatum niet binnen vier maanden na ontvangst van het volledige dossier valt, geeft de administratie de aanvrager kennis van haar definitieve beslissing tot toekenning, met een uitvoerige berekening van het premiebedrag dat hem gestort zal worden, of deelt ze hem de redenen mee waarom die kennisgeving hem niet afgegeven kan worden. »

Indien er geen bezoek plaatsvindt, geeft de administratie de aanvrager binnen 4 maanden na ontvangst van het volledige dossier kennis van haar definitieve beslissing tot toekenning, met een uitvoerige berekening van het premiebedrag dat hem gestort zal worden, of deelt ze hem de redenen mee waarom die kennisgeving hem niet afgegeven kan worden. »

**Art. 9.** Artikel 11, 3°, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 10.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2013, met uitzondering van de artikelen 1 en 8, 2°, die uitwerking zullen hebben op 1 juli 2012.

**Art. 11.** De Minister bevoegd voor Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 september 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2977

[2012/205435]

20 SEPTEMBRE 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, les articles 16, 24 et 25;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 instaurant une prime en faveur des locataires qui réhabilitent un logement améliorable dans le cadre d'un bail à réhabilitation;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2012;